

□ Vietnam

Le F.N.L. : vers la victoire totale

Pierre Naville

A la fois pour répondre au bluff de l'élection d'un président et d'un vice-président de la République et d'une Assemblée nationale du Sud-Vietnam, et pour préciser ses objectifs, le Front National de Libération du Sud-Vietnam vient de publier un nouveau programme politique adopté par un congrès extraordinaire qui s'est tenu avant les élections.

Ce programme développe et complète celui qui avait été adopté le 20 décembre 1960, et la déclaration faite le 15 août 1962.

Le programme qui vient d'être publié rend un son beaucoup plus radical. Le F.N.L. y affirme sa détermination de vaincre, militairement, politiquement et socialement, en exigeant l'autodétermination du peuple vietnamien, sans aucune interférence étrangère.

Ce programme est déjà un manifeste de gouvernement, celui d'un pouvoir établi qui mène à la victoire une guerre de libération nationale. Il établit, face aux promesses américaines et aux prétentions des généraux Thieu et Ky, ce qu'un nouveau pouvoir populaire veut réaliser.

Le F.N.L. affirme trois déterminations essentielles : mener la guerre de libération contre les Américains à son terme, unir toutes les couches sociales du Vietnam contre l'agresseur étranger, et réaliser des réformes sociales qui permettront la réunification du pays. Il est caractéristique que ce long document ne demande à aucun moment le retour aux Conventions de Genève.

*« Unique représentant
authentique
du Sud-Vietnam »*

Le F.N.L. déclare en effet qu'il est « l'unique représentant authentique » de la population du Sud-Vietnam, et que grâce à son action « notre peuple est en train de remporter des victoires, *il garde l'initiative des opérations et est sur l'offensive* ». Le programme développe ensuite longuement ce thème : « Unir tout le peuple, lutter contre l'agression américaine pour le salut national ». Il fait le bilan des trois ans de guerre américaine : « battus dans la guerre spéciale, ils sont passés à la guerre locale avec utilisation aux fins d'agression dans le Sud, de plus d'un demi-million de troupes américaines et satellites et de plus d'un demi-million d'hommes de l'armée fantoche. En même temps, ils ont déclenché une guerre de destruction contre le Nord ». Malgré cela, depuis 1965, « nos forces armées et notre population ont continuellement remporté de grandes victoires, brisé coup sur coup deux contre-offensives stratégiques de saison sèche, battu plus d'un million d'ennemis... Les régions libérées, qui ne cessent de s'élargir, s'étendent maintenant sur les quatre cinquièmes du territoire, avec les deux tiers de la population. Une administration nationale et démocratique est en train de prendre forme et une vie nouvelle de se bâtir ». Ces affirmations font écho à bien des constatations faites par des observateurs américains lucides, qui admettent que l'autorité des U.S.A. ne se manifeste que dans les

lieux où ils sont directement présents.

Dans ces conditions, le programme fait appel à une « large union nationale, pour se battre résolument afin de faire échec à la guerre d'agression américaine, renverser l'administration fantoche, instaurer une administration d'union nationale et de large démocratie, réaliser un Sud-Vietnam indépendant, démocratique, pacifique, neutre et prospère, s'acheminant vers la réunification de la patrie. » Il propose « à toutes les forces qui, pour une raison ou pour une autre, n'adhèrent pas au Front, l'action concertée contre les ennemis communs — les agresseurs américains et leurs valets ». Il ajoute que cette « guerre de résistance contre l'agression américaine fait partie de la lutte intégrante, de la lutte révolutionnaire des peuples du monde entier ».

Un programme social de transition

Le F.N.L. développe ensuite le programme économique et social qu'il propose aux pays et à ses différents groupes sociaux. Il s'agit d'un programme transitoire, qui permet aux deux catégories de rejoindre la lutte unifiée contre l'envahisseur.

Il vise à « renverser l'administration fantoche », il refuse de « reconnaître l'Assemblée nationale fantoche », il veut « abolir la Constitution et toutes les lois antinationales et antidémocratiques ». Il propose d'organiser des élections libres à une Assemblée qui « sera l'organe d'Etat doté du pouvoir suprême » et élaborera une nouvelle Constitution. Il demande la formation d'un gouvernement « d'union nationale et démocratique » groupant les personnes les plus représentatives de toutes les couches populaires, de toutes les nationalités, de toutes les religions, de tous les partis patriotiques et démocratiques... »

Il demande l'édification « d'une économie indépendante et souveraine » et la confiscation de tous les biens des Américains et de leurs agents, la création d'une banque d'Etat, la confiscation ou le rachat des terras, et leur

redistribution garantie aux paysans travailleurs, associés ou non. Le programme met en même temps une certaine insistance à affirmer que le nouveau pouvoir garantira les propriétés : « protéger le droit de propriété des citoyens sur les moyens de production et sur d'autres biens en conformité des lois de l'Etat... Encourager la bourgeoisie industrielle et commerçante à contribuer au développement de l'industrie, de la petite industrie et de l'artisanat... Réaliser la liberté d'entreprise profitable à la nation et au peuple... Reconnaître et protéger le droit de propriété sur les terres distribuées aux paysans... Respecter le droit de propriété légitime sur les terres de l'Eglise, de la Pagode et du Saint-Siège caodaïste... » Ces garanties — au moins pour une période transitoire — s'entourent d'autres garanties en faveur des salariés. Le programme prévoit la journée de 8 heures, des assurances sociales, un « salaire rationnel », l'interdiction de l'usure et « la réduction de la rente foncière là où les conditions ne sont pas encore réunies pour la réforme agraire », des tarifs douaniers protecteurs.

C'est un programme de rassemblement, qui devrait évidemment être modifié lorsque l'unification du pays deviendra possible. Pour le moment, il touchera les artisans, petits paysans et intellectuels, plutôt que les « industriels » vietnamiens ou la hiérarchie ecclésiastique (surtout catholique), enfoncés jusqu'au cou dans des affaires véreuses d'une ampleur incroyable avec les Américains. Le F.L.N. ne doit pas se faire beaucoup d'illusions sur la possibilité de rallier à la guerre de libération nationale une bourgeoisie qui vit maintenant dans sa très large majorité des largesses du budget américain.

« Edifier de puissantes forces armées de libération »

Aussi bien le programme insiste-t-il surtout sur la nécessité de renforcer des moyens de combat. Il rappelle que les Forces Armées de Libération du Sud-Vietnam comprennent les

unités de forces principales, les troupes régionales et les unités de milice et de guérilla. La mobilisation s'intensifie, et doit atteindre toutes les couches populaires. Le F.N.L. proclame aussi qu'il faut élargir le soutien aux familles des combattants, améliorer les services de santé, pratiquer l'égalité des groupes ethniques, et mener une politique suivie pour détacher des forces américaines tous les transfuges possibles.

Le programme préconise ensuite la réunification « graduelle » du Vietnam tout entier, dont il affirme l'unité indestructible, par des négociations entre les deux zones.

Ce programme est une réponse à tous ceux qui cherchent un « compromis » sur le dos du peuple vietnamien, au profit de l'agression américaine. Le F.N.L. y affirme plus fortement qu'il ne l'avait jamais fait sa détermination de lutter jusqu'à la victoire : « Nous sommes en train de vaincre et nous remporterons infailliblement la victoire totale », proclame-t-il.

Johnson a répondu par l'intensification des bombardements et destructions au Vietnam du Nord. Son administration militaire pré-

tend aussi ériger une barrière sur le 17^e parallèle, au Sud de la zone démilitarisée. Mais toutes ces entreprises se heurtent au fait que représente la détermination du F.N.L. à l'intérieur même du Sud-Vietnam. Mac-Namara avait découvert il y a quelques semaines que « la solution se trouvait au Sud-Vietnam », et non dans les bombardements de Hanoï et de Haïphong. Il pensait au résultat des élections. Maintenant que ces élections sont passées, sans effet sur la population, sauf d'avoir montré l'ampleur du mouvement protestataire civil contre les chefs militaires, le F.N.L. lui oppose sa propre force populaire, et se déclare le seul gouvernement capable de mener la lutte libératrice à son terme.

Personne aujourd'hui dans le mouvement socialiste international ne peut s'abriter derrière la recherche de « négociations » pour refuser son appui total au F.N.L. Si l'heure des négociations doit sonner, c'est seulement lorsque le gouvernement américain cessera de bombarder le Nord-Vietnam, lorsqu'il décidera de rembarquer ses troupes, et qu'il comprendra que c'est au F.N.L. à prendre en mains les destinées du pays. □